

le Trait d'Union



Bulletin bimestriel de l'Union Nationale France - Russie - CEI - peuples russophones

Les articles sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs et peuvent ne pas refléter l'opinion de l'UNFR-CEI-PR

SOMMAIRE novembre-décembre 2019

pages 1 et 2

Jusqu'où ?

Marc Druesne

pages 3 à 8

Syrie ; de l'aveuglement au chaos

Jean Géronimo

pages 9 à 15

Compte-rendu de la cinquième réunion du groupe-pays Russie, le 3 juillet 2019, à la Cité des Sciences et de l'Industrie, Paris

page 16

Le Grand sentier du Baïkal

Résolution du Parlement européen du 19 septembre 2019 sur l'importance de la mémoire européenne pour l'avenir de l'Europe

Jusqu'où ?

Déjà en juin dernier lors de la Célébration du Débarquement en Normandie j'avais protesté auprès du Président de la République pour n'avoir pas invité le Président de la Fédération de Russie. En effet cette décision

discriminatoire participait, à nos yeux, d'une mise à l'écart d'un des vainqueurs le plus engagé et meurtri, d'une occultation aussi du rôle prépondérant de l'allié russe dans la victoire sur le nazisme, la bataille de Stalingrad, tournant dans la guerre, en restant sans doute le moment le plus mémorable. Ainsi s'annonçait et s'énonçait une véritable révision de l'histoire dans cette même logique qui aujourd'hui impute à l'URSS signataire du pacte germano-soviétique la responsabilité du conflit. Silence était fait à cet égard sur les attermolements franco-anglais qui ne laissèrent d'autre issue à l'URSS que d'assurer sa sécurité et donc d'éviter l'affrontement immédiat avec l'armée hitlérienne.

Soyons alors vigilants pour ne pas laisser se développer tout un dispositif en cours de structuration qui consisterait à nous éloigner encore plus de la Russie, et la désigner comme une ennemie potentielle.

Un conditionnement d'autant plus regrettable que semblait s'enclencher un processus de rapprochement, les accords de Minsk relancés, l'invitation du Président Macron par son homologue russe pour célébrer le 75^{ème} anniversaire de la fin de la guerre », invitation acceptée.

L'influence des pays de l'Europe de l'Est est ici évidente, eux dont la politique actuelle autoritaire et néo-fasciste appelle à célébrer ouvertement les héros d'antan. Il est alors fâcheux que l'U.E. se taise et/ou tolère telles pratiques alors qu'elle fustige la Russie de vouloir blanchir les crimes passés et l'enjoint de procéder à un travail mémoriel radical. Vigilants, c'est dénoncer toute falsification de l'histoire telle qu'elle se réécrit aujourd'hui, c'est refuser l'équivalence établie entre nazisme et communisme, c'est scrupuleusement derrière les discours invoquant les Droits de l'Homme discerner tout ce qui menace la paix et la démocratie.

C'est une fois de plus en appeler au renforcement et à l'union des associations pour faire rempart à ce qui, sournoisement ou pas, sous couvert d'ordre et de souveraineté, mettrait à mal nos droits et libertés dont celle de s'associer, débattre, agir et s'exprimer.

Décidément ne se discerne pas, selon nos vœux et nos actes, quelque élément positif de la politique européenne qui au contraire prônerait un rapprochement raisonné avec ce grand voisin, en toutes choses receleur de ressources matérielles et humaines offertes à la coopération. C'est ce postulat qui nous fit parler de la création d'un Office Franco-Russe pour la Jeunesse (OFRJ), nourri de ces potentialités et lui-même aiguillon de relations riches et confiantes.

C'est pourquoi, tel était l'objectif du 5 octobre, il nous faut réfléchir aux moyens de conférer à l'Union une plus grande puissance. Et alors en appeler à chaque association adhérente de se préoccuper du problème inscrit à l'ordre du jour de chaque séance et de le traiter comme un de ses objets. Le propos ne se veut pas injonctif mais seulement adéquat à l'ampleur de la difficulté. L'Union aurait tellement à gagner si la synthèse des travaux associatifs lui permettait, à elle-même de délibérer à partir donc d'informations, de propositions voire de doléances émanant de ses constituants. En retour les associations en

tireraient bénéfice, les expériences confrontées aidant à leurs propres choix ou optant par exemple quand faire se peut pour des coopérations ou échanges dans ou avec l'Union.

Disposons nous des outils propres à la transformation de nos fonctionnements ? La réponse nous appartient collectivement et garantirait ainsi – l'hypothèse en est faite – un pouvoir mieux éclairé et plus efficace. Nous n'éviterons pas non plus de nous interroger sur le journal (vous et nous) sur sa capacité à être tout à la fois le journal de l'Union, lieu possible d'un dialogue inter-associatif et le pourvoyeur d'informations utiles à la connaissance des réalités russes.

Non plus sans doute sur ce qui - je l'ai évoqué à plusieurs reprises - entraverait nos liens internes et notre représentation à l'extérieur. Pour l'instant il est urgent que nos rangs soient rajeunis et que le renouvellement s'inscrive dans la durée .

Tant de risques et d'incertitude de par le monde diraient certains ! À quoi bon s'époumoner et pour se faire entendre et espérer avoir prise sur le cours des événements ? Ensemble nous serions plus audibles. Ensemble et par le partage nous économiserions les forces de chacune et chacun se reconnaissant dans l'accomplissement du commun.

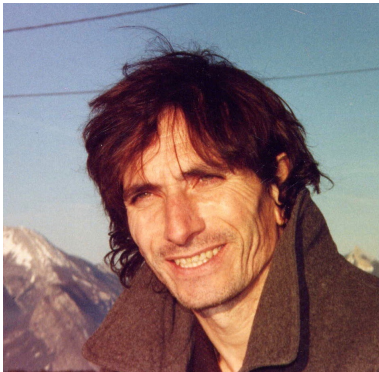
À la veille de Noël et du Nouvel An, dans un contexte qui, j'espère, autorisera toutes les convivialités amicales et heureuses souhaitons à chacun(e) d'y puiser des forces telles qu'elles impulsent cette dynamique si souvent invoquée et dont seule surgiront la volonté et l'envie de travailler ensemble solidairement .

À toutes et à tous, joyeuses fêtes de Noël et de Nouvel An. Que tous vos engagements et projets rencontrent la réussite et qu'ils soient toujours mis au service de la Paix et de l'Amitié.

Marc Druesne

directeur de la publication : Marc DRUESNE
121, route des châtaigniers
74350 ALLONZIER LA CAILLE
siège social : Union Nationale France-Russie-CEI-Peuples russophones
Centre Culturel de Vitry
36, rue Audigeois 94400 Vitry-sur-Seine
adresse courriel : unionfrceipr@orange.fr
rédacteur en chef : Marc Druésne
marc.druésne@orange.fr
comité de rédaction : Michel Faitot
Dimitri de Kochko,
Christiane Montastier
Marcelle Sage-Pranchère
secrétaire de rédaction-maquette : Philippe Guichardaz
N°CPAFAP 0105 G 79 555 - N° ISSN 1267-2408

SYRIE : de l'aveuglement au chaos



Jean Geronimo

Docteur en économie
Spécialiste des questions économiques et
géostratégiques russes

Université Pierre Mendès-France
Grenoble

Dès l'amorce du Printemps syrien, il y a eu un immense malentendu. Emprunte d'une vision manichéenne du conflit, l'incroyable hypocrisie occidentale a surfé sur de véritables fables médiatiques : méchant régime laïque versus gentils rebelles islamistes. En tant que variable non neutre pouvant influencer l'opinion publique mondiale, l'information a eu une fonction stratégique dans la perception du conflit syrien (1).

A la suite des graffitis (« docteur, ton tour viendra ») des jeunes adolescents de Deraa, en

mars 2011, les premières manifestations anti-Assad – pas si spontanées et pacifiques que cela – se sont concentrées le vendredi, à la sortie des prêches islamistes des mosquées radicalisées (2). Fallait-il être aveugle pour ne pas le voir et, idiot, pour ne pas en comprendre la signification ? Frappés par l'ineptie intellectuelle, nos dirigeants ont célébré, dans une surprenante allégresse, cette expression – religieuse – de la démocratie comme le réveil de la société civile. Ce faisant, leur ingérence aveugle dans la révolution syrienne a nourri la politisation du

religieux et transformé la démocratie en matrice idéologique de déstabilisation des régimes perçus comme hostiles à nos intérêts. Instrumentalisée par les courants radicaux, la religion est devenue une force politique destructrice sur le vaste échiquier moyen-oriental, menaçant de se propager au sud de la Russie et pour cette raison, obligeant Vladimir Poutine à une réaction brutale mais rationnelle par rapport au danger. En effet, les ex-républiques musulmanes de l'URSS caucasiennes et centre-asiatiques – et, depuis peu, la région russe Volga-Oural – sont gangrenées par l'idéologie de l'Islam radical trouvant dans la pauvreté et le chômage un terrain favorable pour le recrutement de ses activistes, dont certains font leur apprentissage djihadiste en Syrie (3). L'Occident a trop longtemps fermé les yeux sur cette réalité. Dans ce contexte international instable régulé par les rapports de force et le contrôle de l'information, la récente décision de Donald Trump sur le désengagement américain va aggraver le désordre géostratégique au Moyen-Orient et le porter à un niveau critique. Prémices d'un chaos.

Annoncé le 7 octobre 2019, le retrait des forces américaines du nord de la Syrie peut être considéré comme le blanc-seing tacite à l'offensive turque deux jours plus tard et risque, à terme, d'encourager le retour des forces radicales, tout en sacrifiant les alliés kurdes – fer de lance historique de la lutte anti-djihadistes. Avidé de tirer les bénéfices de cette maladresse stratégique américaine, la Russie a paru un temps hésitante et montré un relatif attentisme dans la première phase de l'opération turque. En réalité, en fin stratège, Poutine a replacé ses pions sur l'échiquier pour relancer son allié syrien dans sa volonté de reconquête territoriale ciblant désormais les régions quittées par l'armée américaine, tout en s'efforçant d'apparaître à l'inverse de Trump comme un partenaire fiable et fidèle,

ultime protecteur du peuple kurde. Une conséquence attendue de cette stratégie était aussi, par la sécurisation de ses bases militaires navale (Tartou) et aérienne (Hmeimim), de garantir sur long terme la présence russe – dans la continuité de l'URSS – au cœur d'un Etat syrien défini comme « pivot géopolitique », selon la terminologie de Brzezinski. Dans l'approche de ce dernier, est considéré comme « pivot » un Etat dont l'importance stratégique tient à sa situation géographique sensible et à sa vulnérabilité potentielle, laquelle contraint les choix des acteurs majeurs de la géopolitique mondiale. En d'autres termes, un état peut devenir stratégique par sa capacité de nuisance – et non par sa seule puissance. Pour contrôler la situation et éviter le pire, Moscou a toujours maintenu le dialogue avec les parties en conflit et notamment avec Ankara et Washington, soutiens des rebelles « modérés » partiellement liés, en fait, à la mouvance islamiste. Pour Poutine, hanté par la crainte du retour du vieux rêve de reconstruction de l'Empire ottoman, il s'agissait en définitive de freiner les velléités turques dans leur avancée en territoire syrien. Selon Erdogan, au nom de la « lutte anti-terroristes », cette opération visait, d'une part, à créer dans le nord une « zone de sécurité » – zone tampon de 30 kms – bordant la frontière turco-syrienne et, d'autre part, à expulser les kurdes pour permettre le retour des « réfugiés syriens » issus des camps turcs. Un jeu trouble, tout de même.

Dans ce but, Ankara a déclenché le 9 octobre une offensive dite « source de paix » dans le nord-est de la Syrie contre la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG), qualifiée d'« organisation terroriste » par Erdogan. En réaction à cette offensive perçue comme une « agression » et avec l'aval de Moscou, Damas a envoyé le 13 octobre ses forces armées dans le nord du pays,

conformément à un accord passé avec l'administration kurde – ce qui lui permet de mener dans la zone de sécurité des patrouilles de police mixtes syro-russes, en complément des patrouilles turco-russes. Depuis le début de la « révolution » syrienne, la Russie a construit une stratégie de montée en puissance, à la fois stabilisatrice pour le Moyen-Orient et décisive dans la lutte contre les islamistes radicaux. La nécessité vitale pour Moscou de protéger sa base navale de Tartou, lui offrant à la fois l'accès aux mers chaudes et un œil sur le Moyen-Orient, a été déterminante dans l'inflexion offensive de sa stratégie militaire. Dans le cadre de son implication accrue dans le conflit, depuis son intervention aérienne massive du 30 septembre 2015, elle conduit – sous contrôle de Damas et via le processus d'Astana – une stratégie d'alliance russo-turco-iranienne en vue d'une solution politique au conflit préservant la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'état syrien et, donc, les intérêts nationaux de la Russie soucieuse de stabilité. Et, ceci, en dépit des nombreuses incohérences et hésitations de la stratégie occidentale, guère regardante sur la souveraineté syrienne et, en définitive, ajoutant le chaos au chaos par son interventionnisme aveugle et destructeur. Sur ce point, on peut d'ailleurs s'interroger sur la légalité de la présence occidentale en Syrie, allant jusqu'à créer des bases militaires sans l'accord du pouvoir élu, donc légitime (ce qui est rare dans cette région !) – et qui a conservé son siège à l'ONU. Où est la légalité internationale ? Et, surtout, comment en est-on arrivé là ?

Objectivement, il y a eu une grave erreur sur la définition de l'ennemi stratégique. Dans la phase initiale du conflit, les groupes armés djihadistes n'ont jamais été la cible prioritaire des ingérences occidentales et, au contraire, été utilisés pour renverser le président Bachar al Assad. Une raison officielle, reprise par l'axe arabo-occidental pro-sunnite, a été d'encourager le cycle « démocratique » des

Printemps arabes. Une autre raison, majeure, est que le président syrien a eu le tort de s'opposer aux stratégies énergétiques des puissances sunnites du Moyen-Orient. Dans cette région instable, l'énergie a une fonction géopolitique, structurante de la conflictualité. La radicalisation du conflit a commencé juste après l'acceptation par Assad, en juillet 2011, du projet gazier iranien (IGP : Islamic Gaz Pipeline) soutenu par Moscou, au détriment du projet qatari soutenu par la coalition arabo-occidentale pro-sunnite sous verrou américain et devant traverser l'espace syrien pour alimenter l'Europe. Cette corrélation entre les deux événements reflète-t-elle une simple coïncidence où une relation de causalité ? En tant qu'Etat-pivot sur l'échiquier énergétique, la Syrie devenait un enjeu géostratégique et, donc, devait – tôt ou tard – être touchée par la fièvre révolutionnaire maquillée de religion. Fatalité programmée.

L'inadéquation de la stratégie occidentale s'explique, en partie, par sa méconnaissance abyssale du terrain. A travers leur soutien inconsidéré des rebelles « modérés », les occidentaux n'ont rien compris des réalités locales et des drames qui s'y jouaient. Ils n'ont rien compris, aussi, du fragile équilibre ethno-religieux de la région construit au fil des siècles par des régimes étatiques laïques et autoritaires, voire dictatoriaux – mais adaptés au contexte socio-politique du Moyen-Orient. Cet équilibre a permis une gestion relativement apaisée des contradictions traversant la société syrienne, à la fois multi-ethnique et multi-confessionnelle. En brisant cet équilibre au nom de principes politiques ou moraux déconnectés de la réalité syrienne, les occidentaux ont attisé les haines et contribué à la radicalisation religieuse des révolutions. En brisant les structures étatiques, ils ont favorisé le retour du religieux et fait le nid de l'Islam radical investi d'une mission morale divine contre les dictatures laïques. Emportés par leurs élans révolutionnaires nourris par l'emballement médiatique, les dirigeants occidentaux n'ont pas entendu les slogans

religieux inquiétants des manifestants : « Allah akbar » (« Dieu est le plus grand »). Dangereuse surdité.

Dans la continuité chaotique des stratégies afghane (1979), irakienne (2003) et libyenne (2011), la menace islamiste a été considérablement sous-évaluée par les puissances occidentales au profit d'une focalisation contre la « menace Assad ». Cela peut, sans doute, expliquer l'étrange passivité occidentale face à la prise de Palmyre par les djihadistes et à leur contrôle des ressources pétrolières syriennes pour alimenter leur budget militaire (4). On doit s'interroger sur l'inaction de la coalition occidentale, pourtant très présente dans la région et qui préfère, à l'époque, sacrifier la cité antique de Palmyre plutôt que d'apporter son concours à Bachar el-Assad. Car, dans ce cas, le dogme de l'alliance tacite entre Assad et l'Etat islamique, répandu par l'Occident au début du conflit – et qui expliquerait la libération des détenus islamistes pour décrédibiliser la « révolution » –, aurait été infirmé. Ainsi, convaincu de la chute imminente du « dictateur » syrien, on a laissé se dégrader la situation et, en ce sens, favorisé l'avancée des forces radicales. D'une certaine façon, on a joué et pactisé avec le diable – islamiste. La rapide montée en puissance des groupes armés islamistes, prenant le contrôle de villages isolés puis de régions entières et perpétrant des massacres d'innocents, a obligé Assad à faire appel à l'armée. Un cycle sanglant attentats – répression, opposant les rebelles au régime, a créé une situation de guerre permanente. En cela, la militarisation du conflit a été attisée par la rébellion armée dans le but de provoquer une répression du régime justifiant son renversement via une intervention extérieure – à l'instar du modèle libyen. Il y a eu alors une concordance d'intérêts pour réaliser ce scénario politique, dévastateur et dramatique pour le peuple syrien mais, hélas, logique sur le plan géostratégique. Tout a été fait pour arriver à ce point critique. Un devoir d'ingérence porté par la conscience morale de la « communauté internationale » a progressivement envahi la sphère médiatique

et, de ce fait, légitimé une forme de « guerre juste », conceptualisée en 1977 par Michael Walzer et reprise par la pensée stratégique américaine pour justifier l'intervention en Irak. Sur le plan géopolitique et quel qu'en soit le prix, l'objectif américain était de briser l'axe chiite Iran-Irak-Syrie soutenu par Moscou (et Pékin) pour renforcer le leadership régional de l'Arabie saoudite comme puissance sunnite dominante au détriment de sa concurrente chiite iranienne. Ainsi, l'engrenage vers la guerre civile résulte d'un processus programmé, politiquement construit et activé de l'extérieur – sous contrôle américain. Un scénario planifié.

En réalité, les islamistes « modérés » n'existaient que dans la tête des dirigeants occidentaux, mais restaient désespérément invisibles pour les citoyens syriens confrontés à la réalité du conflit. Comme s'il ne voyaient pas la même chose. Plus inquiétant, nos sources d'information privilégiées étaient liées aux ONG dollarisées anti-Assad ou aux opposants du régime syrien localisés dans les zones contrôlées par les djihadistes – alors que l'immense majorité pro-Assad des grandes zones urbaines de la Syrie « utile » était occultée. Pourquoi avoir, alors, systématiquement donné la parole aux activistes anti-Assad ? Peut-on parler de couverture neutre des événements, lorsque la principale source de nos vertueux médias est l'OSDH, proche de l'opposition islamiste (5) ? Et, que dire de la propagande médiatique sacralisant le rôle des Casques blancs, spécialistes de savantes mises en scènes idéalisant la « résistance syrienne » et présents dans les seules zones rebelles, dominées par les radicaux (6) ? Eux aussi ont été les acteurs d'une désinformation de masse, donnant une vision tronquée de la réalité syrienne et diabolisant le cruel « dictateur » qui « massacre son peuple » via l'arme chimique. Une véritable construction marketing, surfant sur un drame humain. Dans ce contexte géopolitique complexe et manipulé, il faut avoir le courage de revenir aux sources des événements et se poser les bonnes questions –

rarement abordées par les médias. Pourquoi, à chaque fois qu'il est sur le point de reprendre un territoire avec les moyens classiques – le jour de la venue sur sa demande d'inspecteurs de l'ONU, à l'instar du massacre de la Goutha du 21 août 2013 –, Assad utiliserait-il le gaz interdit pour franchir la « ligne rouge » et provoquer l'intervention occidentale ? Un suicide stratégique, irrationnel – avec, quelque part, l'impression d'être berné.

Cette construction médiatique de « l'ennemi à abattre » exprime une stratégie de conditionnement de l'opinion publique pour justifier des ingérences politiques en vue du régime change et ainsi, par ricochets, poursuivre le reflux de la puissance russe initié dans l'espace est-européen en 1989 et post-soviétique en 1991. L'élimination d'Assad devait permettre l'expulsion définitive de la Russie du Moyen-Orient au profit des intérêts américains – impliqués dans le « Grand jeu » – et, dans cette optique, justifiait les stratégies les plus extrêmes, voire suicidaires. De manière inconsciente, on a nourri la « bête » islamiste au risque d'en perdre le contrôle. Portée par la surenchère droit-de-l'homme, la bête a grandi, échappant bientôt à ses bienveillants tuteurs. Et le retrait américain d'une Syrie exsangue va, malheureusement, la réveiller. Oui, un terrible aveuglement...

Jean Geronimo

(1) Cette stratégie aveugle et désinformante est décrite dans mon ouvrage prédisant très tôt, dès 2012, le chaos géopolitique syrien issu des multiples ingérences étrangères. Assise sur un relatif consensus, une adroite construction médiatique a longtemps fait croire à une simple révolution dérivant en guerre civile à cause d'un « régime totalitaire, répressif et sanguinaire ». Une devise : se méfier de l'évidence.

Geronimo J. (2012) : « La pensée stratégique russe, guerre tiède sur l'Echiquier eurasiatique »

les révolutions arabes, et après ? », Préface J. Sapir, éd. Sigest.

(2) Dès le début de la « révolution », au motif de ne pas la soutenir, de nombreux syriens – simples citoyens, responsables politiques, policiers, militaires – ont été féroceusement assassinés et, parfois, mutilés par les bandes armées rebelles totalement incontrôlées, dont la haine contre « Assad et ses mécréants » était le dénominateur commun. Ainsi, à Djisr Al-Choghour (province d'Idlib), 120 policiers ont été massacrés en 2 jours, les 5 et 6 juin 2011, par les « révolutionnaires » islamistes – massacre peu médiatisé, voire occulté par la vision idyllique de l'Occident parlant de « protestations pacifiques ». Par ailleurs, les manifestations anti-Assad ont été démesurément exagérées, avec des chiffres totalement faux relayés par nos médias et donnés par des contacts locaux proches des rebelles impliqués dans les tueries, donc par nature peu fiables. Ainsi, certains journaux français (guère présents sur place !) ont parlé, fin juillet 2011, de manifestations de grande ampleur « de 500000 à 600000 personnes », à Hama, un des principaux foyers de contestation contre le régime au centre de la Syrie. Or ce chiffre est totalement irréaliste (la population de Hama avec sa périphérie ne dépasse pas 500000 âmes) et a été infirmé par des témoignages (vérifiables) de citoyens syriens, habitant dans la région et qui parlent de 10000 à 20000 personnes « au maximum ». De toute façon, la place centrale de Hama est beaucoup trop petite pour accueillir une telle foule ! Dans le même temps, bien que beaucoup plus importantes, les manifestations pro-Assad n'ont jamais été mentionnées. Or, dans son écrasante majorité, le peuple syrien a toujours soutenu son président contre la violence djihadiste, portée par une idéologie religieuse prônant un totalitarisme islamique dans le cadre des califats.

(3) En dehors du Nord Caucase (Daghestan, Tchétchénie), le salafisme djihadiste menace d'autres régions de la Russie, notamment la région Volga-Oural avec les républiques autonomes du Tatarstan et du Bachkortostan,

régions musulmanes longtemps réputées calmes. On comprend mieux l'intérêt de la Russie à stabiliser la Syrie et à canaliser les dérives radicales des « printemps arabes », pour éviter la propagation d'un hiver islamiste dans sa périphérie post-soviétique. Céder sur la Syrie, au nom d'un droit-de-l'homme complètement décalé de la réalité du terrain, reviendrait à céder sur d'autres insurrections – d'ailleurs, souvent attisées de l'étranger – qui pourraient éclater dans l'espace de l'ex-URSS et menacer le pouvoir central russe. On rappellera que la Russie est le premier pays musulman d'Europe, avec une communauté de 20 millions de personnes. On rappellera aussi que Moscou est le dernier verrou face à la menace islamiste : toute déstabilisation de la périphérie sud de la Russie – en partie, islamisée – touchera tôt ou tard, par ricochets, l'Europe.

(4) Pourquoi les puissances occidentales, alors présentes sur le territoire syrien, ont-elles laissé prospérer le trafic pétrolier illégal des groupes radicaux en direction de la Turquie ? Pourquoi n'ont-elles pas détruit les longs convois de djihadistes dans le désert syrien, parfaitement visibles à partir du ciel contrôlé par les avions américains ? Pour les mêmes raisons, pourquoi n'ont-elles pas empêché la prise par l'Etat islamique (EI) de la cité antique de Palmyre, bijoux architectural et carrefour névralgique du désert syrien ? Manœuvre, pourtant, parfaitement anticipée par les moyens de surveillance occidentaux, ayant très tôt repéré les colonnes djihadistes progressant vers Palmyre. Or, on rappellera que l'EI s'est emparé à deux reprises de Palmyre : pour la première fois, le 21 mai 2015 (reprise en mars 2016 par le régime) et une deuxième fois, le 11 décembre 2016 (reprise en mars 2017). Qui manipule qui ?

(5) OSDH : Observatoire syrien des droits de l'homme. Organisation basée à Londres et représentée par un seul homme (Rami Abdelrahman), opposant politique au régime syrien et proche des « frères musulmans » – dont l'idéologie totalitaire, à l'origine du

terrorisme djihadiste, prône un califat mondial. Abdelrahman opère dans un studio londonien, sous haute protection des services de sécurité britanniques. Ses informations, nourries par de mystérieux coups de fils de ses relais en Syrie (zones rebelles), sont reprises sans aucun contrôle par AFP, CNN, CBS, BBC. Depuis le début du conflit, l'OSDH évalue le nombre de victimes, incrimine le régime syrien et glorifie la résistance rebelle. Peut-on, dans ce cas, parler de source fiable ?

(6) Casques blancs (The White Helmets) : organisation de défense civile syrienne créée en 2013 par un ancien militaire anglais, James Le Mesurier. Supposée indépendante et formée de volontaires civils, cette organisation dispose d'un budget d'environ 100 millions de dollars (chiffre maximum). En fait, elle ne peut être considérée comme neutre, dans la mesure où elle est financée par la coalition arabo-occidentale pro-sunnite hostile au régime syrien et liée aux dictatures pétrolières du Golfe (principalement : Etats-Unis, Grande Bretagne, France, Arabie saoudite, Qatar). Elle agit dans les seules zones contrôlées par les rebelles, souvent radicalisés. En février 2019, le Qatar a offert 2 millions de dollars en soutien des activités de l'ONG syrienne des Casques blancs sur ordre de son émir, Tamim ben Hamad Al Thani. En mars 2019, le Département d'Etat américain a proposé d'allouer 5 millions de dollars à la « poursuite des activités absolument indispensables » des Casques blancs en Syrie, ainsi qu'au mécanisme des Nations unies en charge des enquêtes sur les violations du droit international en Syrie. Le 22 octobre 2019, la Maison blanche a annoncé que Donald Trump avait validé une aide de 4,5 millions de dollars aux Casques blancs. La porte-parole de l'exécutif, Stéphanie Grisham, a alors rappelé que les Etats-Unis continuaient « de soutenir le travail important et très apprécié de l'organisation dans ce pays ». Dans ces conditions, que penser du retrait américain ?

Jean Geronimo



Cinquième réunion du groupe-pays Russie, le 3 juillet 2019,
à la Cité des Sciences et de l'Industrie, Paris :

UN BILAN POSITIF: de ville à ville,
dans le cadre de la Coopération Décentralisée

Un emprunt à l'adjoint au Maire de Nice : " Ce programme montre la volonté commune de diversifier les échanges, de dépasser le simple cadre des actions culturelles qui occupent naturellement une grande place dans les relations actuelles " Tout est dit sauf cette question : la place de l'Union serait-elle illégitime dans un tel dispositif quand on lit que " Dialogue de Trianon" travaille au rapprochement de nos jeunes ?

La réunion du groupe-pays a été présidée par M. Rudy SALLES, Adjoint au Maire de Nice délégué aux Relations Internationales et au Tourisme, représentant du président du groupe-pays Russie de Cités Unies France, M. Christian ESTROSI, Maire de Nice et Président de la Métropole Nice Côte d'Azur.

M. Roland RIES, Maire de Strasbourg et Président de Cités Unies France, remercie les participants d'être venus à la Cité des Sciences et de l'Industrie, nouveau lieu des Rencontres de l'action internationale des collectivités territoriales (RAICT), organisées pour la 10e fois par Cités Unies France. Il introduit la séance en souhaitant le renforcement des partenariats entre collectivités territoriales russes et françaises.

M. RIES évoque également le contexte diplomatique actuel : les difficultés au niveau national entre les deux pays sont en voie de résorption. Les relations entre collectivités locales sont très particulièrement importantes alors que les relations diplomatiques rencontrent des difficultés. Il n'y a pas de contradiction entre les deux, bien au contraire. Les relations diplomatiques se renforcent à partir des relations entre collectivités locales.

La Ville de Strasbourg, outre son partenariat avec la Ville de Veliky Novgorod, collabore depuis dix ans avec la Ville de Vologda, dans le domaine de tourisme, patrimoine, francophonie, jeunesse, sport. Strasbourg développe de plus en plus ses relations avec la Ville de Moscou, notamment au sujet de la mobilité urbaine.

Les relations entre collectivités sont par ailleurs d'autant plus significatives que leurs actions sont concrètes et qu'elles concernent directement les citoyens. Ces relations rapprochent les citoyens de deux pays car les soucis de la vie quotidienne se ressemblent, ce qui permet une meilleure compréhension et l'échange d'expériences.

C'est l'objet de Cités Unies France (CUF), association qui regroupe plus de 300 collectivités territoriales françaises engagées à l'international avec des relations de partenariats et de jumelages avec leurs homologues étrangers. CUF est également partenaire d'une autre organisation des collectivités au niveau mondial – Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU).

M. RIES souhaite que les échanges lors de cette réunion soient aussi riches et fertiles que possible, pour qu'ils puissent engager d'autres collectivités françaises et russes à entrer dans des partenariats profitables aux uns et aux autres.

M. Rudy SALLES remercie les intervenants participant à cette réunion du groupe-pays Russie, M. Mikhail SHVYDKOY, Représentant spécial du Président de la Fédération de Russie pour la coopération internationale culturelle, S.E.M. Alexey MESHKOV, Ambassadeur de la Fédération de Russie en France, M. Mikhael MAKAROV, Représentant commercial de la Russie en France, Mme Christine MORO, Ambassadeur, Déléguée pour l'Action extérieure des collectivités territoriales, DAECT, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, et M. Roland RIES, Maire de Strasbourg et Président de Cités Unies France.

M. SALLES poursuit en exprimant l'honneur porté par la Ville de Nice de présider ce groupe-pays Russie qui participe au rapprochement des collectivités locales russes et françaises.

La Ville de Nice partage le lien singulier avec la Fédération de Russie qui a su traverser des siècles et qui a su résister aux aléas de l'histoire.

M. SALLES réaffirme, au nom du Maire de Nice, M. Christian ESTROSI, qui préside aussi la Métropole Nice Côte d'Azur, et qui regrette de ne pouvoir être ici présent aujourd'hui, la volonté de

travailler et de poursuivre les actions de coopération avec les villes amies en Russie.

La présence nombreuse de représentants des collectivités françaises aujourd'hui démontre, une nouvelle fois, un grand intérêt exprimé par les collectivités françaises à l'égard de la coopération décentralisée franco-russe.

Depuis la dernière réunion du groupe-pays Russie, le 10 octobre 2017, chacune des collectivités a pu développer ses relations et actions qui, à leur manière, ont contribué à reconstruire des ponts entre nos deux pays.

De même, depuis la réunion de 2017, M. SALLES constate des avancées notables dans la normalisation des relations bilatérales franco-russes, et reprise du dialogue au travers de plusieurs actions :

- la rencontre entre Dmitri Medvedev, Président du Gouvernement de la Fédération de Russie et Édouard Philippe, Premier Ministre français, au Havre le 24 juin dernier, un signal extrêmement positif pour les relations franco-russes ;
- la réintégration de la Russie au Conseil de l'Europe, appuyée et soutenue par la France ;
- l'évolution des travaux menés par le Dialogue de Trianon qui vise à promouvoir le dialogue entre les sociétés civiles et la jeunesse russes et françaises, né de la rencontre entre le Président de la République française, Emmanuel Macron, et le Président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, le 29 mai 2017, à Versailles. C'est une plateforme dont l'objectif est de restaurer la confiance entre nos deux pays et de favoriser le développement de nouveaux échanges ;
- la levée des sanctions économiques de l'Union européenne envers la Russie.
M. SALLES rappelle que les relations franco-russes sont aussi les relations économiques - la France reste le premier investisseur en Russie (plus de 500 entreprises françaises implantées en Russie)-, et que la reprise du dialogue entre les deux pays présente une condition clé pour la nouvelle dynamique des échanges économiques et commerciaux. Il donne comme exemple la venue des touristes russes à Nice, dont le nombre a baissé depuis trois ans, mais qui repart à la hausse avec une année record de fréquentation (220 000 visiteurs russes en 2018). Pour les cinq premiers mois de 2019, on constate une progression de +20% de fréquentation russe.

A l'heure actuelle, la Ville de Nice compte plus de 300 entreprises dirigées par les personnes d'origine russe, leur présence étant un atout supplémentaire pour le développement des échanges économiques avec la Russie. Dans cette optique, le Business Club France-Russie a été créé l'année dernière pour attirer sur le territoire de la Métropole Nice Côte d'Azur de nouvelles entreprises et start-ups, de nouveaux investisseurs, et pour favoriser les échanges des entreprises françaises avec la Russie.

En mars 2019, à Cannes, un nouveau pacte d'amitié a été signé entre Nice et Moscou qui prévoit un programme de coopération aussi innovant qu'ambitieux, dans les domaines d'urbanisme, smart cities, silver economy, de développement économique et de tourisme. Ce programme montre la volonté commune de diversifier les échanges, de dépasser le simple cadre des actions culturelles qui occupent naturellement une grande place dans les relations actuelles.

M. SALLES estime que cette volonté est partagée par l'ensemble des collectivités françaises qui sont invitées à présenter leurs actions avec la Russie lors de cette réunion.

Les perspectives de la coopération entre les villes russes et les villes françaises sont aujourd'hui infinies et peuvent concerner aussi bien le domaine de la recherche et des sciences que les échanges universitaires, l'éducation, l'innovation ou encore le tourisme. La coopération décentralisée et le dialogue entre les villes qui partagent les mêmes problématiques, seront plus que jamais un moteur d'approchement de deux pays.

Très souvent, quand les Etats éprouvent des difficultés à s'entendre, les villes réussissent à dialoguer et à développer des actions concrètes. Dans ce contexte, la réunion de ce groupe-pays est d'autant plus importante qu'elle donne une visibilité aux échanges et aux actions que les collectivités françaises mènent avec la Russie.

Enfin, M. SALLES espère retrouver de nombreuses collectivités à l'occasion de la prochaine réunion du groupe-pays Russie de CUF, ici en France, ainsi que à l'occasion de la 5ème Rencontre de la coopération décentralisée franco-russe dont la prochaine édition est prévue en 2021.

** Intervention de M. Mikhail SHVYDKOY, Représentant spécial du Président de la Fédération de Russie pour la coopération internationale culturelle*

M. Mikhail SHVYDKOY commence par remercier tous les intervenants et participants de cette réunion. Il se réjouit d'avoir cette occasion de partager avec la partie française quelques réflexions sur les relations entre les villes et régions françaises et russes.

M. SHVYDKOY évoque les liens culturels forts entre la Russie et la France : son étude de la décentralisation française, avec les écrits d'André Malraux en appui, lui a permis de comprendre la géographie française.

Aussi, les générations d'élèves en Russie ont grandi avec de nombreux ouvrages d'écrivains français, comme Alexandre Dumas, Balzac, Zola, Flaubert, Proust et bien d'autres, les ouvrages qui permettaient de bien comprendre la 'magie' de la France ainsi que la vie dans les villes et provinces françaises dans toute sa richesse, son bonheur et son malheur. Les tournées des théâtres de Lyon, Marseille ou Strasbourg ont permis de découvrir une certaine noblesse de la province française. C'est la raison pour laquelle les Russes ont un désir explicable et naturel de plonger profondément dans la province française : la découverte de cette province offre la possibilité de coopération qui n'existe parfois pas au niveau fédéral.

Il rappelle également que les relations franco-russes de ville à ville remontent à l'après Seconde Guerre mondiale.

La coopération décentralisée hérite donc d'une longue histoire et d'une longue tradition culturelle. Elle se retrouve dans de très nombreux domaines, notamment, comme évoqué, le tourisme, et un grand nombre de Russes, amateurs de la France, voyage pour les découvertes culturelles, gastronomiques, etc.

Il existe, bien sûr, un mouvement réciproque : au-delà du désir de découvrir Moscou ou Saint-Pétersbourg et les tableaux des impressionnistes de l'Ermitage, les touristes français se déplacent en Russie pour d'autres découvertes.

Les autres domaines importants de coopération franco-russe sont l'économie, l'industrie, l'éducation, l'écologie, etc. Cette coopération intègre en effet tous les types de coopération décentralisée : elle n'est sujette ni à la politique bilatérale ou internationale, ni aux sanctions qui peuvent en découler.

M. SHVYDKOY informe sur son séjour récent en Allemagne où il a participé à la 15e conférence des villes jumelées russes et allemandes, réunissant plus de 800 personnes. Elle a montré l'existence des relations de

jumelage très stables entre plus de 100 villes russes et allemandes alors qu'aujourd'hui, les citoyens ont un niveau de responsabilité sociale et l'énergie sociale très élevés.

La coopération entre les collectivités russes et françaises pourrait aussi monter en puissance car aujourd'hui, de Vladivostok à Kaliningrad, un certain nombre de grandes villes d'innovation scientifique pourrait s'intéresser à la collaboration avec la France dans le domaine scientifique, de la haute technologie et de la jeunesse.

Les antennes de l'Alliance française, présentes pratiquement dans toutes les grandes régions de la Russie, peuvent inciter l'apprentissage de la langue française, et M. SHVYDKOY espère une certaine réciprocité dans ce domaine de coopération.

M. SHVYDKOY est un des chroniqueurs du journal « Rossiskaïa Gazeta », où il tient une rubrique intitulée : « Citoyens du monde, réunissez-vous ! » ; il est persuadé que les citoyens russes et français ont un avenir commun et ont beaucoup de choses à faire ensemble.

Pour conclure, M. SHVYDKOY partage son souhait que l'année 2021 soit nommée « l'Année croisée France-Russie de la coopération entre les villes et régions » ; pour la préparer, il faut dès maintenant revivifier l'ensemble des forces.

Intervention de S.E.M. Alexey MESHKOV, Ambassadeur de la Fédération de Russie en France

Tout d'abord, S.E.M. Alexey MESHKOV remercie M. Roland RIES pour le chaleureux accueil réservé au Patriarche Cyrille de Moscou, le 26 mai dernier à Strasbourg,

M. MESHKOV est heureux de participer au travail du groupe-pays Russie de CUF. En dépit de toutes les difficultés, il a l'impression qu'aujourd'hui les relations franco-russes connaissent un certain ascendant : les échanges économiques et commerciaux entre la France et la Russie augmentent ces deux dernières années, les deux présidents se sont rencontrés à cinq reprises au cours de l'année dernière.

Aujourd'hui, la dynamique du dialogue politique entre les deux pays progresse, elle est directement liée à la coopération décentralisée entre les collectivités russes et françaises.

Il souligne également l'importance de l'année 2021 – « l'Année croisée France-Russie de la coopération entre les villes et régions ».

L'un des points de la discussion entre les Premiers ministres, au Havre, le 25 juin dernier, était la coopération entre les PME russes et françaises, et cette coopération est une partie intégrante de la coopération décentralisée entre villes et régions.

De nombreux sujets sont traités dans le cadre de la coopération décentralisée : dans le domaine du tourisme, la France fait partie du top 10 des destinations pour les touristes russes, mais sa place est encore loin de celle qu'elle mérite. La Ville de Nice est un bon exemple : chaque année, elle reçoit autour d'un demi-million de touristes russes. L'inauguration, le mois dernier, d'un vol Moscou-Marseille contribuera à la hausse du nombre de touristes russes dans la région sud-est de la France.

S.E.M. MESHKOV souligne l'importance de la coopération universitaire : le 21 mai 2019, à Moscou, ont été signés des accords de coopération entre l'Université linguistique d'État de Moscou (MGLU) et l'Université de Nice, illustrant d'autres exemples dans ce domaine.

Aujourd'hui, l'objectif principal qu'il faut fixer est de préparer et réussir cette « Année croisée 2021 ». La partie russe espère obtenir le soutien du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français et de la Commission Nationale de la Coopération Décentralisée (CNCD) ainsi que de tous les ministères et structures potentiellement impliqués.

Enfin, S.E.M. MESHKOV souhaite que la Commission mixte créée par la signature d'un Accord intergouvernemental relatif au soutien à la coopération décentralisée franco-russe, le 18 novembre 2011, puisse finalement se mettre en place. Il espère qu'une réunion de cette Commission sera organisée très prochainement en Russie.

Il félicite à toutes les collectivités pour le travail en faveur du développement de la coopération entre nos deux pays et souhaite plein succès dans les futures activités.

**** Intervention de Mme Christine MORO, Ambassadeur, Déléguée pour l'Action extérieure des collectivités territoriales, DAECT/MEAE***

Mme Christine MORO débute son intervention en remerciant le haut niveau de la délégation russe qui participe à la réunion du groupe-pays Russie ; cela prouve l'importance que la Russie accorde à son partenaire français ; elle est impressionnée par le panorama brillant littéraire et historique évoqué par M. SHVYDKOY.

Le contexte actuel -contexte ascendant- des relations entre les deux pays est réaffirmé par les événements les plus récents, comme par exemple, la visite du Premier ministre russe, reçu par le Premier ministre français au Havre. On peut dire que la coopération décentralisée a été citée à cette occasion : M. Édouard Philippe a estimé qu'il considérait que la qualité des relations bilatérales franco-russe gagnerait avec la création de nouveaux espaces de dialogue.

L'autre événement important est le retour de la Russie à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, avec le soutien de la France. Mme MORO invite tous à prendre connaissance de la déclaration de la porte-parole du MEAE à ce sujet, du 27 juin 2019.

Il est important de souligner que la coopération décentralisée doit se faire à tous les niveaux des collectivités territoriales (régions, départements, villes) et sur des sujets très variés (économie, tourisme, culture, patrimoine, etc.).

On peut constater une évolution dans l'action internationale des collectivités territoriales françaises non seulement qu'elles agissent sur la base de leurs compétences propres, mais aussi en tant qu'ensemblières des acteurs de leur territoire, en incluant les universités, les établissements d'enseignement, les instituts de recherche, les acteurs économiques et en particulier les PME. Cela donne un champ large de coopération autorisée par la législation française : le Code général des collectivités territoriales ne pose qu'une seule limite, à savoir que la coopération doit s'exercer dans le respect des engagements internationaux de la France et de la prise de position de la diplomatie française.

Quant à l'Accord intergouvernemental relatif au soutien à la coopération décentralisée franco-russe, malheureusement, il n'a pas eu de suites concrètes depuis 2011. La Commission mixte créée en novembre 2011 ne s'est jamais réunie et cela dû à des décalages organisationnels entre ce qui a été prévu du côté français et ce qui a été prévu du côté russe.

Mme MORO propose d'utiliser cet Accord et la Commission mixte comme un outil du rapprochement pour l'Année croisée 2021. Elle a la plus grande confiance dans ce sens. La preuve que l'horizon s'élargie, c'est l'intitulé de l'Année croisée qui inclue dorénavant les villes (et pas seulement les régions).

Dans les échanges intergouvernementaux, l'organisation de l'Année croisée a été envisagée pour 2020, mais le principe de réalisme l'a emporté pour plusieurs raisons, notamment en raison des élections municipales en France. L'année 2021 donne beaucoup plus de marge de manœuvre pour l'important travail d'organisation. Le 4 juillet (le lendemain de la réunion du groupe-pays), Mme MORO rencontrera M. Mikhail SHVYDKOY, au Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, pour entamer les discussions sur ce sujet. Les débats aujourd'hui vont permettre de mieux cerner les attentes des collectivités.

*** *Tour de table des collectivités territoriales présentes – questions diverses***

M. Jean-Louis TESTUD, Adjoint au Maire, Ville de Suresnes, rappelle que le Général de Gaulle, homme visionnaire, parlait de l'Europe de l'Atlantique à l'Oural. Dans un monde où les États-Unis et la Chine tendent vers une position de plus en plus hégémonique, il souhaite voir la Russie et l'Union européenne reprendre de l'importance.

Beaucoup de liens culturels lient les villes françaises et russes : grâce à ces liens et une histoire commune on peut retrouver le chemin vers l'alliance franco-russe. Il faut retrouver le dialogue basé sur les principes de paix et de l'amitié franco-russe.

M. Sina BELAFKIH, Chargé de mission Coopération et projets européens, Communauté Urbaine de Dunkerque (CUD), informe sur le Réseau International des Villes Mémoires lancé en 2016 à Dunkerque, à l'initiative de la CUD. Ce réseau compte 12 villes européennes et internationales (Corée de Sud, Japon, Allemagne...), dont deux villes russes, Saint-Petersbourg et Volgograd.

La coopération entre ces villes se concentre autour de plusieurs thèmes très variés, comme la

culture, l'urbanisme, l'attractivité territoriale, la mobilité des jeunes, et notamment le tourisme de mémoire, qui est un axe majeur de la politique locale de Dunkerque.

M. BELAFKIH insiste sur l'importance de la diplomatie de villes, le domaine dans lequel les villes russes sont très actives, notamment Volgograd, où s'est déroulé le 2ème Colloque international dudit Réseau en 2017. La première édition s'est tenue à Dunkerque (2016), la 3ème à Rostock en Allemagne (2018) et la 4ème de nouveau à Dunkerque, le 28 mai 2019, autour des thèmes : «La Jeunesse en quête d'Europe» et «Art et Mémoire».

M. Rudy SALLES salue l'initiative de la Communauté urbaine de Dunkerque et souligne l'importance de cultiver cet aspect mémoriel des relations franco-russes. On a une histoire, on a un futur, les relations doivent s'y inscrire. En janvier 2019, à Saint-Petersbourg, M. SALLES a assisté à la célébration du 75e anniversaire du siège de la ville (Leningrad) qui fit au moins 800.000 morts entre 1941 et 1945. Des nombreuses délégations étrangères y étaient présentes, c'était un moment très fort et émouvant qui montre l'importance de ce volet de coopération.

La grande diplomatie est celle des États, et on connaît bien ses limites. Parfois le dialogue est difficile à ce niveau étatique en raison de tensions qui peuvent exister entre les pays. Néanmoins, d'autres niveaux de diplomatie sont également importants : la diplomatie parlementaire (140 groupes d'amitié à l'Assemblée Nationale, dans le Groupe d'amitié France-Russie et la Grande Commission France-Russie) et la diplomatie des villes, la diplomatie locale, territoriale, départementale, régionale. A ce niveau local, le dialogue est constant, il est continu quelque soit les aléas politiques. Au quotidien, les citoyens français et russes ont les mêmes problèmes et les autorités locales aussi, d'où l'importance d'échanger.

De même, la coopération décentralisée s'inscrit dans une grande solidarité et beaucoup de villes françaises sont très actives dans ce domaine. Il faut tout faire au niveau local pour renforcer ces liens, car la coopération franco-russe le mérite.

M. Mikhail SHVYDKOY remercie toutes les collectivités françaises pour le travail qu'elles

font, en rappelant qu'en 2020 sera célébré le 75ème anniversaire de la Victoire de l'URSS sur l'Allemagne nazie. Ces commémorations sont donc une porte d'entrée pour les collectivités souhaitant collaborer avec le Réseau des Villes-Mémoires.

Il sollicite la Communauté urbaine de Dunkerque de lui adresser une lettre de présentation du Réseau et des perspectives de son développement. En Russie, on trouve beaucoup de Villes-Mémoires, comme par exemple Krasnodar et Rostov, ou encore la Ville de Briansk.

M. SHVYDKOY informe sur le Forum culturel international qui a lieu chaque année, au mois de novembre, à Saint-Petersbourg. Il est envisageable d'y organiser, l'année prochaine, une table-ronde sur les Villes-Mémoires.

Mme Dominique GINOUVES, Chargée de mission aux relations internationales, Ville de Marseille, présente la coopération entre sa ville et celle de Saint-Petersbourg, mise en place depuis plusieurs années. Une coopération avec Moscou est également en cours.

Au même titre que Nice, Marseille compte beaucoup sur le tourisme russe, ainsi l'ouverture d'une nouvelle ligne aérienne, lancée depuis juin dernier va dans ce sens. Plusieurs types de coopération sont en cours, notamment la coopération culturelle et universitaire, avec un souhait de développer également des relations économiques. Une mission économique est prévue pour novembre 2019, menée par M. Jean ROATTA, Adjoint au Maire de Marseille, en charge des Relations internationales et la coopération Euro-méditerranéenne.

Mme Verena DENRY, Directrice des Relations internationales, Ville de Nancy, présente un accord tripartite entre Nancy, la ville russe de Krasnodar et la ville allemande de Karlsruhe. Elle évoque la difficulté de créer un partenariat avec une ville russe en raison d'une méconnaissance qui existe entre les villes. Or, quand un jumelage existe déjà, et la ville jumelée apporte son réseau, cela ouvre la possibilité pour Nancy de s'y associer comme troisième ville en lien avec les deux premières (Karlsruhe est jumelée avec Krasnodar, Nancy avec Karlsruhe). Mme DENRY partage son expérience de ce type d'accords comme une bonne pratique pour les collectivités intéressées.

Elle exprime également un intérêt pour l'initiative des Villes-Mémoires, particulièrement parce que la politique de jeunesse est cœur de la politique publique de Nancy, et une « YouConf », imaginée par les jeunes de Nancy autour de la thématique mémorielle pourrait ainsi se révéler très intéressante.

Mme Anna SAGET, Chargée de mission aux relations internationales, Conseil régional Grand Est, rappelle que sa Région est engagée avec la Russie depuis longtemps, au travers de partenariats notamment avec l'Oblast d'Orel et l'Oblast de Samara, puis l'Oblast de Moscou et de Tomsk. Une mission institutionnelle est prévue en Oblast de Samara pour rencontrer les autorités locales et les différents partenaires.

M. Gilbert DARROUX, Adjoint au Maire, Ville d'Autun, relève l'existence d'un accord de partenariat, très récent, avec Kronstadt ; les échanges culturels et entre les collègues ont été mis en place.

M. Franck LEVY, Chargé de mission, Conseil régional d'Auvergne-Rhône-Alpes, informe que la Région a un accord de coopération avec la Région de Moscou, et les négociations sont en cours avec la République de Tatarstan pour un mémorandum de travail.

La Région Auvergne-Rhône-Alpes aura également une délégation présente, en novembre prochain, au Forum international des produits laitiers organisé par la Région de Moscou. De même, la délégation russe sera présente au Sommet d'élevage à Clermont-Ferrand.

Les échanges entre les écoles (notamment entre les lycées agricoles) dans le cadre du programme Erasmus ont été également développés.

M. Patrick GEROUDET, Adjoint au Maire, Ville de Chartres, présente le partenariat entre le musée des Beaux-Arts de Chartres et le musée de l'Ermitage dans les domaines de Moyen-Age et de vitrail. Cette collaboration met en valeur les racines historiques et culturelles profondes de l'Europe qui relient les deux pays. Aussi, des échanges entre les lycées et collèges de Chartres et Saint-Petersbourg sont en cours.

M. Nordine HENNI, Chef de projet, Communauté Urbaine de Dunkerque (CUD), rappelle que l'histoire de la ville de Dunkerque

est étroitement liée à celle de la Russie. De Pierre le Grand jusqu'à Nicolas II, Dunkerque a eu le privilège d'accueillir tous les tsars de Russie : la ville était le port officiel pour les déplacements officielles de l'Empire russe.

Par ailleurs, M. Henni évoque la politique de jeunesse très importante à la CUD, notamment par le biais de 'service civique'. Il souhaiterait savoir si la Russie et la France ont parvenu à négocier et/ou de se mettre d'accord sur la mise en œuvre de ce dispositif.

Mme Christine MORO : les informations concernant le service civique parviennent à la DEACT uniquement par le biais des appels à projet (APP) lancés par la Délégation. Par conséquent, ce sont uniquement les services civiques intégrés dans la coopération décentralisée. Pour ceux qui passent par les services intergouvernementaux, Mme MORO ne peut pas donner la réponse à l'heure actuelle, mais elle va s'en renseigner. Il est important de les connaître.

M. Jean DESHAYES, Expert, Ville d'Hérouville Saint-Clair, informe sur le partenariat entre Hérouville et Tikhvine. C'est un partenariat vieux puisqu'il a débuté en 1989. En tant que petite ville, Hérouville a pu apporter son expérience et son soutien à la reconstruction sociale de Tikhvine après la chute de l'URSS, à travers la création du premier pôle d'emploi à Tikhvine qui a influencé l'ensemble de l'Oblast de Leningrad. 30 ans après, les deux villes continuent à travailler ensemble d'une façon régulière et organisée.

Le point de départ de la collaboration est toujours le même : l'analyse des besoins des uns et des autres, et l'accord qui existe entre les municipalités. Aujourd'hui, la collaboration porte sur de nouveaux domaines : construction d'une bibliothèque, restructuration du théâtre, création d'un journal local et une télévision, création des entreprises, notamment les start-ups etc.

Hérouville aide son partenaire à développer l'attractivité de son territoire, en recherchant la meilleure vision de la ville, et cela à travers, notamment, des services de l'urbanisme de Tikhvine.

M. Pascal MAS, Conseiller du Ministre, Représentation de la République du Tatarstan en France, revient sur l'accord évoqué par M.

LEVY, l'Accord de partenariat entre la Région Auvergne-Rhône-Alpes et la République de Tatarstan. Suite à la visite du Président Rustam Minnikhanov à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, un nouvel accord pourrait voir le jour très bientôt.

Beaucoup d'échanges culturels entre le Tatarstan et la France sont mis en place, parmi lesquels le Théâtre de Kazan qui est invité chaque année en France.

D'autres aspects de coopération sont aussi importants pour le Tatarstan, notamment le sport ou « la diplomatie de sport » : la ville de Kazan – capitale du Tatarstan – est aussi une des principales villes « sportives » de la Russie.

Autre domaine important pour le Tatarstan est l'intelligence artificielle, les nouvelles technologies : la Ville nouvelle d'Innopolis a déjà eu des liens avec l'Université Nice Sophia Antipolis.

Enfin, l'aspect économique est aussi à développer avec la France.

Mme Margaux LUCAS, Chargée de mission, Pôle projets et réseaux Europe, Ville de Strasbourg, informe que Strasbourg est en partenariat avec la ville de Vologda, la coopération se réalise dans plusieurs domaines : francophonie, échanges scolaires, culture.

Mme LUCAS souligne l'importance de cette coopération notamment dans le domaine de la santé. Deux délégations de médecins de Vologda ont ainsi été accueillies à Strasbourg et des médecins français ont été invités en Russie. Une collaboration a été mise en place avec l'Oblast de Vologda et les Hôpitaux universitaires de Strasbourg.

CONCLUSION

M. Rudy SALLES clôture cette réunion en remerciant l'ensemble des intervenants et personnes présentes pour leur participation aux échanges très fructueux. M. SALLES est convaincu que les années 2020 et 2021 seront les années très riches en matière de la coopération décentralisée franco-russe, notamment avec l'Année croisée France-Russie et, éventuellement, l'organisation de la 5ème Rencontre franco-russe de la coopération décentralisée, cette fois-ci en Russie.

participez à la réalisation du GRAND SENTIER du BAÏKAL



un projet

- * **solidaire** : il est réalisé par des **bénévoles**
- * **écologique** : il permet de **protéger les écosystèmes** en limitant le piétinement, de réduire les risques d'incendie en créant une bande minérale et en facilitant l'accès des pompiers et de contribuer à la localisation des déchets dans des installations de stockage avant leur élimination.
- * **international** : les bénévoles viennent de **30 pays**

Les chantiers

Les chantiers sont accessibles aux personnes âgées d'au moins 18 ans. Ils sont organisés en juillet. La durée d'un chantier varie de 10 à 14 jours.

Un chantier est constitué d'un groupe de 10 à 15 personnes, bénévoles. La participation à un chantier peut être individuelle ou collective.

Les chantiers sont répartis en différents points. L'emplacement de ceux organisés en juillet 2020 sera déterminé en décembre 2019.

Logement sous tente. Trois repas chauds et deux casse-croûte par jour.

Langues parlées : russe et anglais. Liaison internet non garantie.

Participation forfaitaire de l'ordre de 270,00€ par personne pour 14 jours.

Voyage avion jusqu'à Irkoutsk à la charge des participants (compter de 650 à 700 € pour Genève-Irkoutsk A/R)

Voyage en bus d'Irkoutsk au chantier à la charge des participants (coût modique)

Organisation

L'organisateur des chantiers est l'association russe « Grand sentier du Baïkal »

Eurcasia a décidé de promouvoir en France la réalisation de ce sentier de grande randonnée hors du commun, parce que sa réalisation est en adéquation avec les objectifs de l'association. Eurcasia est en effet à l'origine du projet de création d'un Géoparc du Baïkal. Le Grand sentier du Baïkal s'inscrit dans cette démarche.

<https://greatbaikaltrail.org/>

www.eurcasia.fr

Si vous êtes intéressé(e)
faites-le savoir en adressant un mail
à :
[philippe guichardaz@wanadoo.fr](mailto:philippe_guichardaz@wanadoo.fr)